

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des Procédures
Environnementales

Section ICPE et Loi sur
l'eau

N° 2010-651

ARRETE PREFECTORAL

de mise en demeure

Coopérative Agricole Lorraine à Écrouves

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement livre V titre Ier « partie réglementaire et législative », et notamment son article L 514-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2002/237 du 26 juin 2002 autorisant la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL), à poursuivre l'exploitation de son dépôt d'engrais sur le territoire de la commune d'ECROUVES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-641 du 16 octobre 2009 prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise du risque complémentaires sur le site de la CAL à ECROUVES ;

Vu les constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite des installations de stockage d'engrais exploitées par la CAL sur le territoire de la commune d'ECROUVES du 28 juin 2010 ;

Vu le rapport du 9 août 2010 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la CAL sise à ECROUVES ne respecte pas toutes les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2009-641 du 16 octobre 2009 ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L 511-1 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1 – :

La COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE, dont le siège social est au 5, rue de la Vologne – 54523 LAXOU est mise en demeure de respecter, sur le site qu'elle exploite à ECROUVES, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2009-641 du 16 octobre 2009 en mettant en place les mesures de maîtrise du risque constituées de deux chaînes indépendantes de contrôle de la température des essieux des camions arrivant sur le site, l'une déclenchant l'ouverture du portail d'entrée et l'autre l'ouverture de la barrière automatique placée en amont du portail lorsque la température mesurée ne dépasse pas le seuil déterminé.

L'ensemble de ces dispositions doit être respecté sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 –

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifiée.

ARTICLE 4 –

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Toul et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la société Coopérative Agricole Lorraine

et dont une copie sera adressée à :

M. l'inspecteur des installations classées.

NANCY le **18 AOUT 2010**

Le préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE